

NOTE DE LA REDACTION

La situation politique et économique extérieure a dominé l'activité marocaine au cours de ce troisième trimestre.

Les événements de Corée ont entraîné une poussée des prix (1), risquant de rendre critique une situation qui n'avait cessé à cet égard de s'améliorer au cours du premier semestre 1950, et provoquant dans plusieurs secteurs des réflexes de stockage.

Ces hausses, qui marquent l'extrême sensibilité du marché marocain aux influences extérieures, ont été sensibles surtout en août. Elles ont principalement affecté les marchés de gros, compromettant et risquant d'entraîner de nouveaux contrôles étatiques dont le pays vient à peine de se libérer.

**

La campagne agricole, achevée en août, a été, dans l'ensemble, sujette à une insuffisance des précipitations (2) par rapport à la normale. En définitive, s'ils ne s'avèrent pas aussi mauvais qu'on aurait pu le craindre, les résultats encore provisoires, apparaissent cependant dans leur médiocrité pour les cultures céréalières (3) en dépit d'une augmentation des superficies. Il en est ainsi pour l'orge, dont la récolte est très déficitaire, et pour les céréales de printemps (maïs et sorgho), tandis que la récolte des céréales panifiables est à peine supérieure à celle de la campagne précédente, déjà insuffisante. Ainsi se maintient le perpétuel état d'incertitude de cette économie, essentiellement agricole, qui pose chaque année le problème de la soudure. Inversement, il faut noter le développement et les intéressants résultats de la nouvelle culture du riz qui vient de bénéficier d'une attribution de 267.000 dollars sur le plan Marshall et pour laquelle on prévoit le doublement, et même le triplement, des surfaces emblavées au cours de la prochaine campagne (4), permettant ainsi de couvrir largement les besoins du pays.

Une nette progression est également constatée dans les cultures de coton, de tabac, d'anis et surtout dans celles des graines oléagineuses alimentaires (carthame et tournesol) dont l'importance pour l'amélioration des méthodes et des façons culturales, se double d'un intérêt commercial certain par la réduction des importations qu'elles doivent permettre (5).

De nouvelles perspectives s'offrent donc à

l'agriculture européenne du Maroc, qui affirme ainsi la continuité de son effort pour diversifier ses productions. En même temps, elle cherche à organiser et à orienter ses possibilités. Le récent voyage d'études en Europe de la fédération des chambres d'agriculture du Maroc entre dans le cadre de cette politique.

Pour la première fois, depuis la guerre, la production viticole dépassera cette année les besoins de la consommation locale (4).

Dès maintenant se trouve ainsi posé le problème des débouchés, au moment même où en France, en Algérie et en Tunisie la récolte est excédentaire.

Le même problème des débouchés se présentera, d'une manière sans doute plus difficile, pour la production d'agrumes, elle aussi en plein essor, et que l'on prévoit, à l'époque où s'ouvre la campagne 1950-1951, supérieure à la précédente.

La campagne agricole 1950-1951 débute cependant en octobre sur une note d'optimisme et dans des conditions satisfaisantes grâce à une pluviométrie abondante et en général très supérieure à la normale.

**

Le trimestre qui vient de s'écouler offre, en effet, du point de vue des conditions atmosphériques (6) une grande différence par rapport aux autres années où les trois mois de l'été correspondent en général à une période sèche. Si en juillet, où la pluviométrie a été nulle, la température fut supérieure à la moyenne normale la deuxième moitié d'août a marqué le début d'une période orageuse qui s'est fortement accentuée en septembre, provoquant de graves dégâts à Midelt, à Immouzer, à Fès et à Sefrou, mais contribuant à l'entretien des débits des sources et dissipant les craintes d'une sécheresse prolongée.

Favorisant le maraîchage, ces pluies précoces, en écourtant la périlleuse soudure d'automne, ont également écarté les menaces de famine que laissait prévoir la sécheresse du printemps pour le cheptel (7), presque tout entier aux mains des fellahs, et dont l'importance actuelle dans l'économie marocaine (8) commande toute une politique rationnelle pour l'amélioration des conditions, encore rudimentaires, d'hygiène et surtout d'alimentation auxquelles il est soumis.

C'est à quoi tendent, en partie, les recher-

(1) cf. Les prix, p. 273.

(2) cf. Tableau des précipitations — renseignements relatifs à la campagne agricole 1949-1950, p. 219.

(3) cf. Cultures céréalières — prévisions relatives à la campagne 1949-1950, p. 222.

(4) cf. Note sur la situation agricole, p. 221.

(5) cf. Progression des cultures d'oléagineux alimentaires, p. 223.

(6) cf. G. BIDAULT. — Les conditions atmosphériques, p. 219.

(7) Cf. Note sur la situation de l'élevage, p. 233.

(8) cf. Dr E. LAMIRE. — Considérations sur l'élevage dans l'économie marocaine, p. 175.

ches entreprises pour l'amélioration des terrains de parcours (9) comme les projets récents de la mise en valeur sur les hauts plateaux de l'oriental (10) où les succès de la campagne des forages d'eau souterraine laissent espérer une prospérité nouvelle ; comme encore le développement et la mise en valeur des périmètres d'irrigation, dominés par les barrages, en cours d'achèvement, qui posent des problèmes d'une extrême complexité (11) mais qui conditionnent l'extension de l'agriculture dans ce pays.

Plus encore que par ces réalisations techniques, l'amélioration et la modernisation nécessaire et urgente des méthodes du cultivateur et de l'éleveur marocains sera certes obtenue par leur adaptation à ces conditions nouvelles, car les réalités humaines sont ici les plus impérieuses. En ce sens, l'effort entrepris en matière d'enseignement agricole, qui entre maintenant dans une phase de réalisation active, et pour la formation des moniteurs agricoles, mérite d'être noté ne serait-ce que pour marquer son insuffisance (12) au regard des besoins de ces masses rurales à l'extraordinaire vitalité.

*
**

La baisse constante de la production artisanale qui, pour la fabrication des tapis par exemple, tombe au cours des neuf premiers mois de 1950 au-dessous de la moyenne de 1938 (13) pose également un difficile problème d'adaptation et de modernisation dont la gravité a été longuement évoquée au cours des journées des arts et techniques de l'Afrique du Nord (14) qui ont mis en lumière la nécessité de formules nouvelles d'organisation de la production, et l'urgence, comme la difficulté de la recherche des débouchés pour une production qu'il convenait, d'abord, de faire de nouveau apprécier (15).

C'est sans doute aussi à cette difficulté d'adaptation aux méthodes modernes qu'est due la faiblesse du nombre d'ouvriers marocains employés en France dans les entreprises rurales (16).

Les émigrés marocains, composés surtout de chleuhs qui gardent avec leur tribu, ou leur confrérie, des liens très étroits et qui restent groupés entre eux, recherchent en effet surtout des emplois plus lucratifs dans l'industrie, beaucoup plus même que dans les mines.

*
**

Il doit en être de même au Maroc, où l'évolution des techniques et les difficultés d'adaptation de l'ouvrier posent, d'une manière pressante, des problèmes de main-d'œuvre et commandent l'organisation de la sélection rationnelle des travailleurs.

Nous ne possédons pas de renseignements précis sur l'effectif ouvrier employé dans l'industrie, encore que l'on note la permanence de la prédominance du secteur industriel dans l'appel continu du Maroc aux travailleurs français et étrangers (17). Mais il nous est possible de constater la baisse, certes légère, dans le nombre des ouvriers employés dans les mines (18). Baisse, sans doute en partie saisonnière, et qui n'affecte en rien, d'une manière générale, l'accroissement de la production minière, notamment en ce qui concerne les phosphates où l'effectif ouvrier demeure constant depuis 1948 (19), date depuis laquelle l'augmentation du rendement n'a cessé de se manifester grâce aux améliorations et aux perfectionnements apportés.

L'indice général de la production minière ne cesse ainsi d'augmenter, et la progression est sensible pour le plomb, le zinc, le charbon (20), les huiles de pétrole (21), tandis que l'on note, au cours de ce troisième trimestre, une légère diminution pour le cobalt, le fer et le manganèse.

Déjà située sur le plan mondial, la mine marocaine vient à nouveau d'appeler l'attention par la réussite de l'essai, allumé le 22 août dernier, de gazéification souterraine dans les charbonnages de Djérada (22).

C'est la première fois en effet que, dans le monde occidental, on parvient à obtenir un gaz régulièrement combustible et d'une qualité industrielle. L'intérêt de cette réussite, bien qu'on en soit encore au stade expérimental, est d'autant plus grand pour le Maroc que l'extraction du charbon de Djérada présente, en raison de l'étroitesse des couches, de grandes difficultés.

Son importance n'est pas moindre, si l'on songe aux besoins en énergie qui ne cessent de dépasser l'augmentation constante de la production.

C'est en été surtout, chaque année, que cette insuffisance est sensible, constituant alors un véritable goulot d'étranglement pour l'activité industrielle. La production d'énergie hydraulique (23) était ainsi tombée, en juillet et en août, à un niveau voisin de la moyenne mensuelle de 1938. Les pluies de la fin du mois d'août et de septembre laissent espérer la fin prochaine des restrictions et ont déjà permis, en septembre,

(9) cf. M. DEILLES. — Essai sur l'amélioration des terrains de parcours de la plaine des Angads et de la région de Taourirt, p. 212.

(10) cf. La mise en valeur des hauts plateaux du Maroc oriental — projet de création d'un S.M.P. moutonnier et alfaier, p. 227.

(11) cf. Mise en valeur des Doukkala, p. 232.

(12) cf. L'enseignement agricole au Maroc, p. 224.

(13) cf. Production artisanale — tapis estampillés, p. 253.

(14) cf. Les journées des arts et techniques d'Afrique du Nord, p. 254.

(15) cf. L'action de l'O.C.E. en faveur de l'artisanat, p. 258.

(16) cf. P. DEVILLARS. — L'immigration marocaine en France, p. 201.

(17) cf. P.-G. — L'immigration au Maroc des travailleurs français et étrangers, p. 293.

(18) cf. Statistiques de la production minière, p. 237.

(19) cf. Activité de l'O.C.P., p. 235.

(20) cf. Bilan charbonnier, p. 244.

(21) cf. Activité des recherches de pétrole, p. 241.

(22) cf. Essai de gazéification souterraine à Djérada, p. 197.

(23) cf. Production de l'énergie électrique, p. 242.

l'augmentation de la production totale et la diminution de l'effort excessif qui avait dû être imposé aux centrales thermiques (24).

Cette situation n'a pas été sans influence sur la production des ciments qui marque une légère baisse par rapport à celle du premier semestre 1950 (25) alors que les besoins, sans cesse grandissants, ne sont encore couverts (26) que grâce à des importations de l'ordre de 15.000 tonnes par mois.

La consommation a en effet dépassé le double de celle de 1938 et a atteint des niveaux jusqu'alors inconnus au Maroc. A elle seule, Casablanca a absorbé, en 1949, plus de la moitié de l'ensemble consommé par le pays, laissant loin derrière elle les autres régions. Cette préminence de Casablanca prend toute son importance si l'on remarque que ce sont les travaux publics et l'habitat qui viennent en tête dans les pourcentages de répartition.

**

L'ensemble de la consommation du ciment pour l'habitat qui s'était élevé à 32 % du total des répartitions en 1948, marque une légère progression en 1949 (36,5) au moment même où les prix, qui n'avaient jusqu'alors cessé de s'élever, accusaient une relative stabilité et même une tendance à la baisse grâce aux efforts conjugués de l'industrie privée et de l'administration.

L'intervention étatique en faveur de la construction et de la conservation des immeubles, se manifeste aussi par les facilités de crédit accordés (27) mais encore, quelquefois, insuffisamment appréciées.

La légère baisse, constatée au cours de ce trimestre par rapport au premier semestre 1950, de la surface construite ne modifie pas l'amélioration, déjà notée, dans l'industrie du bâtiment et laisse les chiffres supérieurs à ceux de 1949, tandis qu'en valeur paraît s'affirmer la baisse du prix.

La hausse des matières premières, due aux événements internationaux, risque cependant d'avoir des répercussions et peut-être de freiner cette nette reprise du mouvement de la construction qui semble s'orienter vers la réalisation de constructions modestes, meilleur marché et plus nombreuses.

**

S'ils devaient s'aggraver, ces événements entraîneraient à n'en pas douter un arrêt brusque de l'industrie touristique, dont l'importance

pour l'économie marocaine apparaît à travers les résultats, pour la saison passée, des seuls hôtels de grand tourisme (28), au moment même où elle s'organise (29) et semble enfin prendre son essor.

L'ouverture prochaine du centre d'hivernage du Michliffen (30), marque une nouvelle étape du développement de l'équipement touristique.

**

Il s'agit cependant surtout, nous l'avons déjà maintes fois exposé, dans ce domaine, comme dans tous ceux qui concernent l'équipement général de ce pays, d'un problème de financement dont la solution semble dépasser les possibilités et devoir être encore plus difficile dans la conjoncture présente.

L'effort déjà consenti à cet égard est cependant relativement important et n'a cessé de croître depuis 1948.

Tandis qu'augmentent l'activité bancaire et le rôle de la banque d'Etat dans l'économie marocaine (31), les investissements privés dans l'industrie de ce pays (32) passent de 12 milliards en 1948 à 16 milliards et 1/2 en 1949, s'orientant surtout vers les sociétés anonymes et plus largement dans les industries alimentaires et de transformation des produits locaux. Ce sont notamment les industries de la conserve, en constante progression et dont les possibilités restent vastes (33), qui ont le plus largement bénéficié de ces apports, d'origine française surtout (55 %) et locale (40 %).

De son côté, le Gouvernement a fait de plus en plus largement appel à l'épargne locale en émettant, chaque année, depuis 1948, des bons d'équipement (34) principalement souscrits par les banques comme le montre la sensible progression de ces titres dans l'actif de ces organismes.

Ainsi apparaît l'hésitation, sinon la réticence des particuliers dont les réserves ne cessent cependant d'augmenter et ont subi au cours de ce trimestre un nouvel accroissement.

Phénomène de thésaurisation partielle, qui révèle sans doute un manque de confiance des habitants de ce pays dans l'avenir, mais qu'il faut vaincre car il maintient stérile une épargne dont la vitalité incontestable ressort de la simple comparaison, au début et à la fin de ce trimestre, de l'importance des dépôts à la caisse d'épargne, à la trésorerie générale, aux chèques postaux, et surtout dans les banques (35).

(28) cf. Touristes étrangers ayant séjourné dans les hôtels de grand tourisme de la compagnie des C.F.M. (saison 1949-1950), p. 271.

(29) cf. Ecole professionnelle musulmane de l'hôtellerie, p. 270.

(30) cf. G. EVIN. — Une nouvelle station de sports d'hiver, le Michliffen, p. 167.

(31) cf. « Activité bancaire » et « note sur le rôle de la banque d'Etat dans l'économie marocaine », p. 288 et 289.

(32) cf. M. VAUDREY. — Les investissements privés dans l'industrie marocaine, p. 262.

(33) cf. Note sur la pêche à la sardine au Maroc, p. 250.

(34) cf. Note sur l'émission des bons d'équipement, p. 291.

(35) cf. Moyens de paiement, p. 287.

(24) En dépit de ces faiblesses, la production marocaine d'énergie électrique représentait, dès 1948, les 2/3 de celle de l'Egypte et les 9/10 de celle de l'Algérie, venant loin devant celle de la Tunisie.

(25) cf. Production — ciments, p. 247.

(26) cf. R. LE LUHANDRE. — Etude sur le problème du ciment au Maroc, p. 186.

(27) cf. « L'aide à la construction par le crédit à moyen terme » et « facilités de crédits pour la conservation des immeubles », p. 248.

Si, comme on l'a dit assez récemment (36), le Maroc, d'une façon générale, souffre de finances trop étroites, cette hausse très sensible des avoirs mérite de retenir l'attention au moment où l'on assiste à une augmentation de la circulation fiduciaire, plus rapide au cours des trois mois écoulés que pendant tout le premier semestre 1950.

**

Cette hausse n'a sans doute pas un caractère inflationniste puisqu'elle s'accompagne d'une augmentation générale de la production et de l'activité économique dans presque tous les secteurs.

Notamment l'accroissement régulier du trafic maritime (37) est un signe certain de cette vitalité, mais surtout l'augmentation du trafic ferroviaire (38) dont les tarifs demeurent relativement faibles en dépit d'une hausse récente (39), et du trafic aérien (40) où les départs et retours de congés en France ont marqué, d'une manière encore plus sensible que les années précédentes, les périodes de pointes de juin-juillet et de septembre. Il n'est pas jusqu'à l'augmentation du parc automobile et des accidents de la circulation routière (41) qui montrent cette générale progression que révèle, d'une manière encore plus certaine, l'examen des résultats du commerce extérieur au cours de ces neuf derniers mois (42).

**

Nettement plus encourageants que ceux de l'année précédente, pourtant en progrès, ils permettent de penser que l'effort d'équipement, que ce pays s'impose, porte déjà ses premiers fruits.

Si, pour cet équipement même du Maroc, et, d'une manière encore trop lourde, pour la consommation de ses habitants, nos importations sont en hausse, notamment en ce qui

concerne le thé, le sucre et les tissus de coton, on doit noter avec satisfaction l'essor de nos exportations qui couvrent 54,3 % des entrées, alors que ce pourcentage se chiffrait à 47,4 % en 1949 et à 41 % en 1948.

C'est dire que se confirme la tendance, déjà signalée, vers l'amélioration de la balance commerciale dont le déficit s'élève cependant encore à 38 milliards, contre 42 milliards l'an dernier.

Mais, s'il convient d'enregistrer ces résultats, il importe aussi de mettre, une fois encore, l'accent sur l'importance de la disparité des valeurs des produits importés et de ceux offerts à l'exportation, compte tenu de leurs tonnages respectifs, et surtout sur l'orientation nouvelle de nos courants commerciaux. L'Allemagne, par exemple, avec laquelle le Maroc a développé grandement sa position créditrice, semble constituer pour l'avenir un débouché précaire, du fait de la position difficile qu'elle se trouve avoir à l'égard de l'union européenne des paiements, trois mois à peine après la naissance de cet organisme (43). Ce seul exemple, et aussi, l'accroissement de la concurrence internationale, montrent combien instables sont encore les résultats obtenus.

La prospérité relative de ces dernières années, due à des circonstances particulières, ne doit pas faire perdre de vue la réalité. Le Résident général l'a rappelé : « Nous sommes encore un petit pays, il faut le savoir et être prudent » (44).

**

Le Maroc poursuit donc avec une claire vision de ses difficultés et une volonté opiniâtre, la vaste entreprise dans laquelle il s'est engagé depuis la guerre. Il est bien évident cependant que son évolution même suppose des crises d'adaptation, multiples dans leurs aspects ; et, si l'on ne peut exiger que l'œuvre soit parfaite, il n'est pas possible non plus de méconnaître l'importance de l'effort que cette rapide transformation impose chaque jour.

La solution ne pourra être apportée, valable et solide, que par des efforts communs longuement consentis encore.

(36) cf. Allocution prononcée le 23 août 1950 par M. de BLESSON, ministre plénipotentiaire, délégué à la Résidence générale, devant la commission municipale mixte de Port-Lyautey.

(37) cf. Transports maritimes — Mouvement des ports, p. 276.

(38) cf. Transports ferroviaires, p. 284.

(39) cf. Tarifs des chemins de fer marocains, p. 284.

(40) cf. Transports aériens, p. 285.

(41) cf. P. BERTRAND. — Parc automobile et accidents de la circulation, p. 277.

(42) cf. Les échanges extérieurs du Maroc pour les neuf premiers mois de 1950, p. 264.

(43) cf. Perspectives, n° du 4 novembre 1950.

(44) Déclaration du général Juin, à la session de juin-juillet 1950 du conseil du Gouvernement.